Congrès de la Société Démocratique Kurde en Europe

Grève de la faim illimitée et sans relais à Strasbourg pour briser l'isolement d'Ocalan

DOSSIER SUR LA SITUATION D'ABDULLAH OCALAN ET LE MOUVEMENT DE GREVE DE LA FAIM

Décembre 2018

SOMMAIRE

Qui est Abdullah Ocalan ?…… 3

Arrestation…… 4

Détention à l'isolement …….. 4

Manifestations et Campagnes contre l'isolement et pour la libération d'Ocalan avant 2018…..…… 5

L'initiative internationale « Liberté pour Abdullah Ocalan - Paix au Kurdistan » ……..…..…. 6

La pétition 2005-2006…… 6

Les grèves de la faim 2007…….. 6

La longue marche annuelle…….. 6

La grève de la faim de 2012……. 6

Veille permanente pour la libération d'Abdullah Ocalan…….. 6

Pétition « Liberté pour Ocalan et tous les prisonniers politiques en Turquie »…… 7

Délégation internationale pour la paix…… 7

Délégation d'Imrali pour la paix…….…….. 7

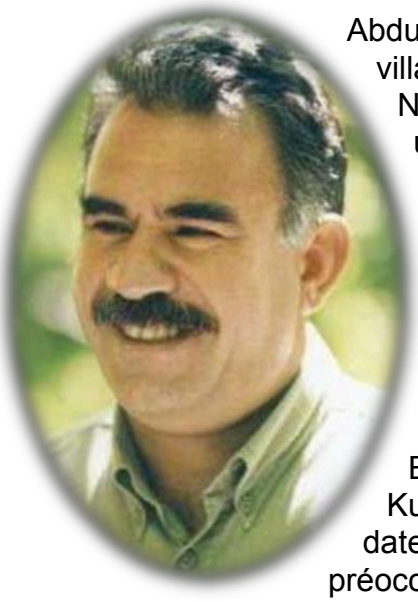
Le mouvement de grève de la faim entamé fin 2018……..……..… 7

Les grèves de la faim menées fin 2018 à l'initiative de la Députée kurde Leyla Güven…… 7

La grève de la faim illimitée et sans relais à Strasbourg..…….. 8

Qui sont les grévistes de la faim ?……..…… 8

Qui est Abdullah Öcalan ?



Abdullah Öcalan est né en 1949 dans une famille modeste du village d'Amara (Ömerli en turc), situé dans la province d'Urfa, au Nord-Kurdistan. Dès la fin de ses études secondaires, il entama une carrière de fonctionnaire dans la ville de Diyarbakir. Par la suite, il s'inscrivit à la Faculté de Sciences Politiques de l'Université d'Ankara.

Indigné par la politique gouvernementale de négation de l'identité et de la culture kurdes, Abdullah Öcalan décida, après le coup d'Etat militaire de 1971, de mener, avec ses amis, des recherches sur la question kurde.

En 1978, Abdullah Öcalan cofonda le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) avec un groupe d'étudiants. A partir de cette date, il dirigea ce parti, même après son arrestation en 1999. Ses préoccupations initiales se concentraient sur les droits politiques et culturels des Kurdes, mais il plaça progressivement ce sujet dans une réflexion plus large intégrant la philosophie, la religion, l'écologie ou encore l'égalité entre les sexes. Il développa ainsi de nouvelles idées en faveur de la paix et de la cohésion entre les peuples du Moyen-Orient.

En 1979, pressentant l'arrivée du coup d'Etat militaire qui allait se produire l'année suivante, Abdullah Öcalan quitta la Turquie et continua à diriger le PKK depuis l'étranger. Le régime putschiste procéda à l'arrestation de centaines de milliers de personnes et pratiqua la torture à large échelle. A partir de ce moment, le PKK estima ne pas avoir d'autres choix que la résistance armée. Aussi, se lança-t-il dans la guérilla en 1984. Cependant, dès le début des années 90, Abdullah Öcalan tenta de négocier une solution politique avec l'Etat turc. Mais les nombreux cessez-le feu décrétés à cette fin par le PKK furent tous rejetés par la Turquie.

Les années 90 furent marquées par une répression sanglante à l'encontre des Kurdes : Les escadrons de la mort composant le JITEM, formation clandestine créée par l'Etat turc exécutèrent des milliers de personnalités et de militants politiques kurdes. Au final, plus de 30.000 personnes furent massacrés durant cette période. Par ailleurs, la politique de terre brûlée pratiquée par l'Etat turc à cette même période est à l'origine de la destruction de quelque 4.000 villages kurdes et du déplacement forcé de millions de personnes.

ARRESTATION

En 1998, Abdullah Öcalan quitta la Syrie suite aux menaces de guerre proférées par la Turquie, alors même que le PKK avait décrété un cessez-le-feu. Il se dirigea vers l'Europe pour continuer à y promouvoir une solution politique. Il se rendit tout d'abord en Italie. Mais les autorités italiennes subirent une telle pression de la Turquie et de leurs partenaires de l'OTAN, qu'Abdullah Öcalan fut finalement contraint de quitter ce pays au bout de trois mois. Il partit alors pour l'Afrique du Sud, mais n'y arriva jamais.

Le 15 février 1999, Abdullah Öcalan fut kidnappé au Kenya par des agents des services secrets turcs (MIT), dans le cadre d'une opération menée en collaboration avec plusieurs services de renseignement, notamment la CIA et le Mossad. Ce kidnapping suscita colère et indignation chez les Kurdes qui manifestèrent en masse dans le monde entier. D'un autre côté, on assistait en Turquie à une vague nationaliste et antikurde d'une ampleur sans précédent qui faillit plonger le pays dans la guerre civile. Abdullah Öcalan fut incarcéré sur l'ile-prison d'Imrali, préalablement vidée de ses autres détenus. De 1999 à 2009, il fut le seul détenu de la prison, en isolement permanent.

Le 29 juin 1999, Abdullah Öcalan fut condamné à mort à l'issue d'un procès expéditif jugé inéquitable par la Cour européenne des Droits de l'Homme. En 2002, cette peine fut commuée en prison à vie, après que la Turquie eut aboli la peine de mort.

DETENTION À L'ISOLEMENT

La prison dans laquelle est détenu Abdullah Öcalan se trouve sur la petite île d'Imrali, dans la mer de Marmara, entre le détroit du Bosphore et les Dardanelles, à cheval entre l'Europe et l'Asie. Jusqu'à l'arrestation d'Abdullah Öcalan, cette île servait de prison semi-fermée. En 1961, le premier ministre turc librement élu, Adnan Menderes, y fut #exécuté après un coup d'Etat militaire. Le célèbre réalisateur de films, Yilmaz Güney, fut aussi emprisonné à Imrali. En 1999, l''île a été entièrement évacuée de ses prisonniers, avant de servir de prison de haute sécurité pour un seul détenu, Abdullah Öcalan. Ce n'est que 10 ans plus tard que les autorités turques ont décidé d'y transférer d'autres prisonniers politiques kurdes.

La prison est composée de cellules individuelles totalement isolées les unes des autres et munies chacune d'une petite cour pour les promenades et les activités physiques. Les murs entourant les cours sont si hauts qu'ils donnent l'impression au prisonnier d'être au fond d'un puit.

Abdullah Öcalan est légalement autorisé à recevoir la visite de ses proches une brève visite de 30 minutes par mois - et à consulter ses avocats pendant une heure par semaine.

Cependant, dès le début, ces visites ont été entravées sous des prétextes fallacieux, tels que la panne du bateau ou les mauvaises conditions climatiques. Ces pratiques furent critiquées par le Comité Européen pour la Prévention de la Torture et des Traitements Inhumains ou Dégradants (CPT). Mais cela n'a pas empêché l'arbitraire de régner en maître à Imrali.

A partir de juillet 2011, toutes les visites à Abdullah Öcalan ont été interdites, de même que les communications épistolaires et téléphoniques. En novembre 2011, 36 des avocats du cabinet Asrîn chargé de sa défense ont été arrêtés et détenus pendant près de deux ans. Au-delà de l'isolement, il s'agit là d'une privation totale des droits de la défense et de punitions collectives des personnes qui soutiennent Öcalan de près ou de loin. En empêchant Abdullah Öcalan de rencontrer ses défenseurs, le gouvernement turc de l'AKP poursuit clairement l'objectif de réduire au silence la voix kurde la plus influente du Moyen-Orient en faveur de la paix, de la démocratie et des droits humains.

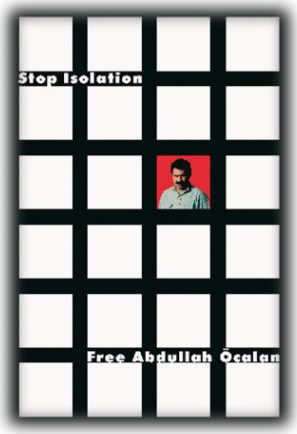
Entre janvier 2013 et avril 2015, Abdullah Öcalan a été autorisé à recevoir la visite périodique (environ une fois par mois) d'une délégation de deux ou trois députés du Parti démocratique des Peuples (HDP, pro-kurde) dans le cadre des pourparlers de paix. En avril 2015, les visites de la délégation ont cessé et toute chance qu'elles ne reprennent un jour a disparu lorsque trois mois plus tard, le président turc Recep Tayyip Erdogan a brutalement interrompu le processus de paix.

En septembre 2016, suite à une vague de manifestations kurdes, les autorités turques ont autorisé un frère d'Öcalan à lui rendre visite. Depuis, on n'a plus aucune nouvelle du Leader kurde.

Les conditions de détention d'Abdullah Öcalan et des cinq autres prisonniers détenus sur l'île depuis 2009 ont valu à cette prison le nom de Guantanamo européen. Quoi qu'il en soit, elles n'ont pas conduit à des sanctions internationales contre la Turquie. Tandis que la communauté internationale garde un silence consternant, les rapports du CPT critiquant régulièrement ces conditions de détention ne sont pas pris en compte par la Turquie. Jusqu'à présent, le Conseil de l'Europe dont la Turquie est membre fondateur n'a pas pris de mesures pour l'exhorter à redresser ces graves violations des droits humains.

Manifestations et Campagnes contre l'isolement et pour la libération d'Öcalan

Depuis le départ d'Abdullah Öcalan de la Syrie en 1998 et son arrestation en 1999, des manifestations sans nombre ont secoué le Kurdistan, la Turquie et le monde entier. Parallèlement, de nombreuses campagnes et pétitions ont été organisées pour dénoncer l'entente internationale qui a conduit à son kidnapping, pour protester contre la peine de mort et les conditions inhumaines de détention, et pour faire reconnaître son rôle de leader politique.



L'initiative internationale "Liberté pour Abdullah Öcalan – Paix au Kurdistan"

Créée au lendemain de l'arrestation d'Abdullah Öcalan en 1999, l'initiative internationale a lancé une pétition qui a recueilli un grand nombre de signatures, dont celles de six lauréats du Prix Nobel. Ciblant d'abord les menaces d'exécution, puis les conditions de détention à Imrali, l'initiative internationale a élargi son champ d'action et d'information à un grand public en publiant les écrits d'Abdullah Öcalan sous la forme de livres et de brochures traduits en plusieurs langues.

La pétition 2005–2006

En 2005 et 2006, 3,5 millions de Kurdes de toutes les parties du Kurdistan ont signé une pétition par laquelle ils ont reconnu Abdullah Öcalan comme leur représentant politique.

Ce résultat est d'autant plus remarquable que la pétition a été menée dans des conditions très difficiles, notamment en Turquie où les autorités ont tout fait pour l'entraver. Plusieurs personnes ont d'ailleurs été détenues pendant de nombreuses années pour avoir organisé cette pétition.

Les grèves de la faim de 2007

Suite à la révélation d'indices démontrant que les autorités turques tentaient d'empoisonner Abdullah Öcalan, de nombreuses manifestations ont eu lieu au Kurdistan, en Turquie et en Europe. La répression de ces manifestations par la police turque a causé la mort de plusieurs personnes.

A Strasbourg, dix-huit militants kurdes ont fait une grève de la faim de trente-cinq jours à l'issue de laquelle ils ont obtenu que le CPT visite la prison d'Imrali pour enquêter sur l'état de santé d'Abdullah Öcalan.

La longue marche annuelle

Chaque année depuis 2012, en février, des centaines de manifestants marchent de la Suisse, de l'Allemagne et du Luxembourg jusqu'à Strasbourg pour dénoncer les conditions de détention d'Abdullah Öcalan et demander sa libération.

La grève de la faim de 2012

Le 1er mars 2012, quinze militants kurdes ont entamé une grève de la faim dans une église de Strasbourg. Ce mouvement de grève de cinquante-deux jours avait pour objectif de dénoncer l''isolement d'Abdullah Öcalan.

Veille permanente pour la libération d'Abdullah Öcalan

Depuis le 25 juin 2012, une veille permanente a lieu devant le Conseil de l'Europe. Les manifestants qui se relayent chaque semaine demandent la libération

d'Abdullah Öcalan. La veille continuera jusqu'à ce que cette revendication soit satisfaite.

Pétition « Liberté pour Öcalan et tous les prisonniers politiques en Turquie »

Le 6 septembre 2012, une seconde campagne de signatures a été entamée pour demander la libération d'Abdullah Öcalan et de tous les prisonniers politiques en Turquie. Les signataires reconnaissaient que la liberté d'Öcalan marquerait un tournant pour "la démocratisation de la Turquie et la paix au Kurdistan." Entamée à Bruxelles, la pétition a recueilli 10,3 millions de signatures bien que la campagne ait été menée dans un climat de répression en Turquie, en Syrie et en Iran - ces trois Etats l'ayant interdite. Des centaines de personnes furent ainsi arrêtées et condamnées à la prison.

Délégation Internationale pour la Paix

La deuxième délégation internationale pour la paix, organisée par la Commission Civique UE- Turquie (EUTCC) s'est rendue en Turquie du 13 au 19 février 2017. Elle était composée de 10 personnes venant de l'Europe et d'Amérique du Nord, dont des membres du Parlement européen et du Conseil de l'Europe, des académiciens et des journalistes. La délégation a sollicité du Ministère de la Justice turc une autorisation de rencontrer Abdullah Öcalan. Malheureusement, le ministère n'a pas répondu à la requête. La délégation a relevé le non-respect des recommandations du CPT concernant les conditions de détention d'Abdullah Öcalan.

Délégation d'Imrali pour la Paix

Six membres de la Délégation de la Paix d'Imrali se sont rendus à Strasbourg à deux reprises, en mars et en avril 2017, pour demander au Conseil de l'Europe d'inciter la Turquie à reprendre les négociations de paix avec le mouvement kurde et mettre fin à l'isolement d'Öcalan.

LE MOUVEMENT DE GRÈVE DE LA FAIM ENTAMÉ FIN 2018

Les grèves de la faim menées fin 2018 à l'initiative de la Députée kurde Leyla Güven

Le 8 novembre 2018, la députée kurde Leyla Güven a entamé dans la prison de Diyarbakir où elle est détenue depuis janvier 2018, une grève de la faim pour demander la levée du régime d'isolement imposé à Öcalan. Dans la déclaration faite à cette occasion, elle dit : « Nous avons plus que jamais besoin d'Öcalan. Le message qu'il peut transmettre est très important. Il faut qu'il rencontre ses avocats et sa famille ! Je revendique la fin de son isolement. »

L'action de Leyla Güven a suscité un grand mouvement de solidarité, d'abord dans les prisons de Turquie, puis dans la société civile : à partir du 27 novembre, des milliers de prisonniers politiques ont entamé des grèves de la faim tournantes de 10 jours. Le 6 décembre, des milliers de personnes ont rejoint le mouvement, à l'appel des organisations kurdes au Kurdistan, en Turquie et en Europe.

La grève de la faim illimitée et sans relais à Strasbourg

Une conférence de presse tenue le 17 décembre 2018 à 14 heures devant le Conseil de l'Europe a marqué le début de la grève de la faim. Prenant la parole au nom des grévistes de la faim, Dilek Öcalan, ancienne députée du Parti démocratique des Peuples (HDP), a souligné l'existence sur l'île-prison d'Imrali d'une « pratique totalement illégale et inhumaine » qui consiste à priver « le leader d'un peuple » de toute communication avec le monde extérieur, à l'isoler de sa famille et de son peuple. S'adressant aux institutions européennes, en particulier au Conseil de l'Europe et à son Comité pour la Prévention de la Torture, elle les a appelées à accomplir leur mission et à mettre fin à l'isolement d'Öcalan.

Parmi les grévistes de la faim, se trouvent notamment Mustafa Sarıkaya, personnalité politique kurde, Dilek Öcalan, ancienne députée du HDP, Gulistan İke, journaliste, et Yüksel Koç, Coprésident du KCDK-E (organisation faîtière du mouvement kurde en Europe).

Destiné à briser l'isolement du leader kurde Abdullah Öcalan emprisonné depuis 1999 sur l'île-prison d'Imrali et privé depuis plusieurs années de toute communication avec l'extérieur, le mouvement de grève de la faim initié par la députée Leyla Güven le 7 novembre s'est répandu dans les prisons de Turquie, au Kurdistan et en Europe. A l'instar des 15 grévistes de la faim de Strasbourg, un groupe de 30 prisonniers politiques a annoncé dimanche 16 novembre une grève de la faim illimitée. Ces actions sont soutenues par des grèves de la faim roulantes au Kurdistan ainsi qu'au sein de la diaspora kurde partout dans le monde.

Qui sont les grévistes de la faim ?

1. Dilek Öcalan: née le 03.10.1987 à Urfa, ancienne députée du HDP, actuellement membre de l'Initiative internationale "Liberté pour Ocalan - Paix au Kurdistan".

2. Gulistan Çiya İke: née le 01.07.1984 à Sirnak, journaliste et présentatrice pour la chaîne de télévision Stêrk TV.

3. Deniz Rojbîn: née le 02.09.1987 à Erzincan, activiste du Mouvement des Femmes kurdes en Europe (TJK-E)

4. Nurgül Bazaran: née le 10.07.1984 à Konya, militante des droits des femmes et investie dans divers projets contre la violence à l'égard des femmes.

5. Ramazan İmir: né en 1985 à Cizre, écrivain et activiste kurde. En raison de la répression exercée par l'État turc, il a dû fuir le Kurdistan pour se réfugier en Europe.

6. Mehmet Nimet Sevim: né le 24.04.1968, a été emprisonné pendant 22 ans dans les geôles turques, a travaillé pour la chaîne IMC TV et dans diverses organisations de la

société civile.

7. Mustafa Sarıkaya: personnalité politique et ancien vice-président du DTP, a été emprisonné pendant 20 ans en Turquie, délégué du DTK.

8. Mohamad Ghaderi: né en 1985, activiste du PJAK. Contraint d'arrêter ses études de philosophie en Iran pour des raisons politiques, il s'est enfui en Europe.

9. Deniz Sürgüt: né le 01.04.1989 à Batman, militant de la cause kurde et diplômé de la faculté de droit de l'Université d'Istanbul, a été emprisonné en Turquie, délégué du DTK.

10. Ayvaz Ece: né le 01.01.1974, activiste politique, réfugié en Europe.

11. Yüksel Koç: né en 1964 à Ardahan, membre du KNK et Coprésident du KCDK-E.

12. Kardo Bokani: né en 1983 dans l'Est-Kurdistan (Iran), membre du KNK, docteur en philosophie politique, actif dans la diplomatie du KNK.

13. Kerem Solhan: né le 01.02.1965, militant politique à Marseille. En raison de ses activités politiques au Kurdistan, il a été contraint de fuir la Turquie.

14. Agit Ural: né le 01.01.1961, militant politique kurde, emprisonné pendant 10 ans en raison de ses activités politiques en Turquie.

15. Ekrem Yilmaz: né le 27.10.1988, militant politique à Paris, détenu pendant un an en Turquie en raison de ses activités politiques.